



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture de la Loire-Atlantique  
Direction de la citoyenneté et de la légalité**

**Direction départementale de la protection des populations**

Service Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes  
Protection économique des Consommateurs

Bureau des élections et de la réglementation générale

**Arrêté fixant les tarifs maxima des courses de taxi dans le  
département de la Loire-Atlantique pour l'année 2026**

Nantes, le 26 janvier 2026

## **ARRÊTÉ**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE**

**PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

**Chevalier de la Légion d'honneur**

**Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de commerce, notamment son article L.410-2 ;

**VU** le Code de la consommation, notamment ses articles L.112-1 et suivants ;

**VU** le Code des transports, notamment ses articles L.1112-9, L.3121-1 à L. 3121-12, L. 3124-1 à L.3124-5, R.3121-1 à R. 3121-23 et R.3124-1 à R.3124-3-1 ;

**VU** le Code monétaire et financier, notamment ses articles L.314-1 et L.314-14 ;

**VU** la loi n°87-588 du 30 juillet 1987 portant diverses mesures d'ordre social, notamment son article 88 ;

**VU** la loi n° 2014-1104 du 1<sup>er</sup> octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur ;

**VU** le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 réglementant les instruments de mesure ;

**VU** le décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure ;

**VU** le décret n° 2015-1252 du 7 octobre 2015 relatif aux courses de taxi ;

**VU** le décret n° 2016-769 du 9 juin 2016 relatif aux instruments de mesure ;

**VU** le décret du 11 janvier 2023 nommant M. Fabrice RIGOULET-ROZE, préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;

**VU** l'arrêté ministériel n° 83.50/A du 3 octobre 1983 relatif à la publicité des prix de tous les services ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 décembre 1987 relatif à l'information du consommateur sur les prix ;

**VU** l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001, relatif aux taximètres en service ;

**VU** l'arrêté ministériel du 13 février 2009 relatif aux dispositifs répéteurs lumineux de tarifs pour taxis ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015 relatif à l'information du consommateur sur les tarifs des courses de taxi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 janvier 2024 relatif aux tarifs des courses de taxi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2025 relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2026 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2016 relatif à la réglementation des taxis dans le département de la Loire-Atlantique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2016 portant règlement local sur les caractéristiques des véhicules taxis dans le département de la Loire-Atlantique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 février 2025 fixant les tarifs maxima des taxis en Loire-Atlantique 2025 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 juin 2025 modifiant l'adresse à laquelle peut- être adressée une réclamation sur les courses de taxis dans l'arrêté préfectoral du 21 février 2025

**SUR** proposition du Directeur Départemental par intérim de la Protection des Populations de la Loire -Atlantique

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

Sont soumis aux dispositions du présent arrêté les "taxis" tels qu'ils sont définis par les articles L.3121-1 à L.3121-12 du Code des transports.

Conformément à l'article R.3121-1 du code des transports, les taxis sont obligatoirement pourvus des signes distinctifs suivants :

I. - En application de l'article L. 3121-1 du code des transports, un véhicule affecté à l'activité de taxi est muni d'équipements spéciaux comprenant :

1° Un compteur horokilométrique homologué, dit « taximètre », conforme aux prescriptions du décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure ;

2° Un dispositif extérieur lumineux portant la mention « taxi », dont les caractéristiques sont fixées par le ministre chargé de l'industrie, qui s'illumine en vert lorsque le taxi est libre et en rouge lorsque celui-ci est en charge ou réservé ;

3° Une plaque fixée au véhicule et visible de l'extérieur indiquant le numéro de l'autorisation de stationnement ainsi que son ressort géographique tel qu'il est défini par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de stationnement ;

4° Sauf à ce que le compteur horokilométrique en remplisse la fonction, un appareil horodateur homologué, fixé au véhicule, permettant, lorsqu'une durée maximale d'utilisation du taxi est prescrite par l'autorité compétente, d'enregistrer les heures de début et de fin de service du conducteur.

II. - Il est, en outre, muni de :

1° Une imprimante, connectée au taximètre, permettant l'édition automatisée d'une note informant le client du prix total à payer conformément aux textes d'application de l'article L. 112-1 du code de la consommation ;

2° Un terminal de paiement électronique, mentionné à l'article L. 3121-1, en état de fonctionnement et visible, tenu à la disposition du client, afin de permettre au conducteur d'accomplir l'obligation prévue à l'article L. 3121-11-2 et, le cas échéant, au prestataire de services de paiement d'accomplir l'obligation d'information prévue à l'article L. 314-14 du code monétaire et financier.

De plus, en application de l'article L 3121-11-2 du même code : « Pour toutes les courses réalisées par un taxi, quel que soit le montant du prix, le passager peut payer dans le véhicule par carte bancaire. »

## **ARTICLE 2**

Les tarifs maxima toutes taxes comprises applicables aux transports des voyageurs par taxis sont fixés comme suit en 2026 dans le département de la Loire-Atlantique :

### Pour tous les tarifs :

- Prise en charge :	2,70 €
- Tarif horaire dit d'attente ou de marche lente :	32,46 €
- Valeur de la chute :	0,10 €

Pour les petites distances, quel que soit le montant inscrit au compteur, le tarif minimum susceptible d'être perçu pour une course, supplément(s) inclus, est fixé à 8 euros.

### Tarifs kilométriques

Tarif	Lumière	Tarif kilométrique
A	Blanche	1,12 €
B	Orange	1,51 €
C	Bleue	2,24 €
D	Verte	3,02 €

### Définition des tarifs

- TARIF A : Course de jour avec retour en charge à la station
- TARIF B : Course de nuit avec retour en charge à la station (19 h 00 à 7 h 00)
- TARIF C : Course de jour avec retour à vide à la station
- TARIF D : Course de nuit avec retour à vide à la station (19 h 00 à 7 h 00)

<u>Application des tarifs</u>	Jour : 7 h 00 à 19 h 00	Nuit : 19 h 00 à 7 h 00 Dimanches et fériés
<u>À la station :</u>		

- Départ et retour en charge	A	B
- Départ en charge et retour à vide	C	D
<u>Sur appel radio :</u>		
- Avant charge décompté à partir de la station la plus proche	A	B
<u>Au point de chargement</u>		
- Départ et retour en charge	A	B
- Départ en charge et retour à vide	C	D

Pour toute course effectuée, partie pendant les heures de jours, partie pendant les heures de nuit, le tarif jour doit être appliqué pour la fraction du parcours réalisée de 7 h 00 jusqu'à 19 h 00 et le tarif de nuit pour l'autre fraction.

**ARTICLE 3 : Suppléments**

Les suppléments suivants peuvent être perçus à l'occasion d'une course :

Supplément pour la prise en charge de bagages : - Les valises, ou bagages de taille équivalente, au-delà de trois valises, ou bagages de taille équivalente, par passager. - Les bagages qui ne peuvent être transportés dans le coffre ou dans l'habitacle du véhicule et nécessitent l'utilisation d'un équipement extérieur.	2,00 €
Supplément pour la prise en charge de passagers supplémentaires applicable pour chaque passager, majeur ou mineur, à partir du cinquième	4,00 €

En application de l'article L.1112-9 du code des transports et de l'article 88 de la loi n°87-588 du 30 juillet 1987, l'accès aux taxis des chiens guides d'aveugle ou d'assistance est garanti, et ne peut pas entraîner l'application d'un supplément tarifaire.

**ARTICLE 4 : Tarif Neige-Verglas**

Lorsque les routes sont effectivement enneigées ou verglacées et que celles-ci nécessitent obligatoirement l'utilisation d'équipements spéciaux ou de pneumatiques antidérapants dits « pneus hiver », le tarif de nuit correspondant au type de course concerné pourra être pratiqué.

Une information par voie d'affichette apposée dans les véhicules devra indiquer à la clientèle les conditions d'application et le tarif pratiqué.

La majoration pour Neige-Verglas ne peut pas être cumulée avec la majoration au titre de la course de nuit.

## **ARTICLE 5 :**

L'information du consommateur sur les prix des courses de taxi est effectuée au moyen de l'indicateur de taximètre, d'une affiche à l'intérieur du véhicule et de la remise d'une note dans les cas prévus à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 3 octobre 1983 susvisé.

## **ARTICLE 6 : Affichage dans le véhicule :**

En application de l'arrêté ministériel du 3 décembre 1987 relatifs à l'information du consommateur sur les prix et de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015, une affichette reproduisant les tarifs des courses de taxi fixés par le présent arrêté doit être apposée dans le taxi à un endroit parfaitement visible de la clientèle, et comportant en caractères très lisibles, les mentions suivantes :

- 1° Les taux horaires et kilométriques en vigueur et leurs conditions d'application ;
- 2° Les montants et les conditions d'application de la prise en charge et des suppléments ;
- 3° Les conditions dans lesquelles la délivrance d'une note est obligatoire ou facultative ;
- 4° L'information selon laquelle le consommateur peut demander que la note mentionne son nom ainsi que le lieu de départ et le lieu d'arrivée de la course ;
- 5° L'information selon laquelle le consommateur peut régler la course dans le véhicule par carte bancaire ;
- 7° L'adresse définie par arrêté préfectoral, à laquelle peut être adressée une réclamation :

Direction départementale de la protection des populations (Service Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes-Protection économique des consommateurs) - 10 boulevard Gaston Doumergue - BP 76315 - 44263 NANTES CEDEX 2"

L'affichage dans le véhicule devra également comporter la formule : « *Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme minimale susceptible d'être perçue par le chauffeur ne peut dépasser 8 € suppléments inclus.* »

Le compteur horokilométrique devra être placé de telle manière que le client puisse prendre facilement connaissance du prix à payer pour le trajet effectué. Le taximètre sera mis en fonctionnement au début de la course et la clientèle sera informée de tout changement de tarif pendant la course.

## **ARTICLE 7 : Remise d'une note**

L'obligation et les conditions de remise d'une note aux consommateurs doivent respecter les dispositions de l'arrêté ministériel n° 83.50/A du 3 octobre 1983 et de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015 relatif à l'information du consommateur sur les tarifs des courses de taxi.

La délivrance d'une note aux clients est obligatoire pour tout paiement supérieur à 25 € (T.V.A. comprise). Pour les courses dont le prix ne dépasse pas 25 € (T.V.A. comprise), la délivrance d'une note est facultative, mais celle-ci doit être remise au client, s'il la demande expressément (article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n°83-50).

Les conditions dans lesquelles la délivrance d'une note est obligatoire ou facultative doivent être rappelées à la clientèle par un affichage lisible dans le véhicule (cf. article 6).

La note est établie en double exemplaire. L'original de la note est remis au client, lorsqu'elle est obligatoire, ou à sa demande lorsqu'elle est facultative. Le double doit être conservé par le prestataire pendant 2 ans.

Selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015 relatif à l'information du consommateur sur les tarifs des courses de taxi, la note est établie dans les conditions suivantes :

1°. Sont mentionnés au moyen de l'imprimante mentionnée au 1° du II de l'article R. 3121-1 du code des transports :

- a) La date de rédaction de la note ;
- b) Les heures de début et fin de la course ;
- c) Le nom ou la dénomination sociale du prestataire ou de sa société ;
- d) Le numéro d'immatriculation du véhicule de taxi ;
- e) L'adresse à laquelle peut être adressée une réclamation, soit la suivante :  
« Direction départementale de la protection des populations Service Concurrence,  
Consommation et Répression des Fraudes - Protection économique des consommateurs  
10 boulevard Gaston Doumergue - BP 76315 - 44263 NANTES CEDEX 2 »
- f) Le montant de la course minimum ;
- g) Le prix de la course toutes taxes comprises hors suppléments ;

2°. Sont soit imprimés, soit portés de manière manuscrite :

- a) La somme totale à payer toutes taxes comprises, qui inclut les suppléments ;
- b) Le détail de chacun des suppléments prévus à l'article 2 du décret du 7 octobre 2015 susvisé. Ce détail est précédé de la mention « supplément(s) » ;

3° A la demande du client, sont soit imprimés, soit portés de manière manuscrite :

- a) Le nom du client ;
- b) Le lieu de départ et le lieu d'arrivée de la course.

#### **ARTICLE 8 :**

La lettre E de couleur bleue (différente de celles désignant les positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm) est apposée sur le cadran du taximètre.

#### **ARTICLE 9 :**

Les taximètres sont soumis à la vérification de l'installation, à la vérification périodique et à la surveillance prévues par le décret n°2001-387 du 03 mai 2001 modifié relatif aux contrôles des instruments de mesure et l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service.

Le taxi doit être muni d'un dispositif répéteur lumineux conforme :

- Pour les anciens répéteurs lumineux aux dispositions de l'arrêté ministériel du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation de modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- Pour les nouveaux répéteurs lumineux aux dispositions de l'arrêté ministériel du 13 février 2009 relatif au dispositif répéteur lumineux de tarifs pour les taxis.

Selon l'article 8 du décret du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi modifié par le décret du 8 décembre 2011 relatif aux équipements spéciaux de taxi, à compter du 01 janvier 2012, tout véhicule nouvellement affecté à l'activité de taxi doit être doté des équipements spéciaux prévus au décret du 28 août 2009 précité (répéteur rouge et vert + imprimante).

**ARTICLE 10 :**

Les conducteurs de taxi sont tenus d'aider, en cas de besoin, les voyageurs à monter ou à descendre du véhicule. Sauf indication contraire du voyageur, ils doivent toujours se rendre à l'endroit désigné par celui-ci en suivant le chemin le plus direct. Toutefois, ils doivent également se conformer au désir du voyageur si celui-ci décide de s'arrêter en cours de route ou de changer d'itinéraire.

**ARTICLE 11 :**

Les conducteurs de taxi doivent répondre à toute réquisition du public. Toutefois, ils ne sont pas tenus de déférer à la demande de personnes manifestement en état d'ivresse.

**ARTICLE 12 :**

Tout dépassement des prix fixés par le présent arrêté constitue une pratique de prix illicites, le défaut d'affichage des tarifs ou de remise de note constitue un manquement aux règles de la publicité des prix. Les manquements au présent arrêté sont passibles de sanctions prononcées par l'autorité administrative.

**ARTICLE 13 :**

L'arrêté du 21 février 2025 est abrogé à compter de la date de parution du présent arrêté.

**ARTICLE 14 :**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur dès la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs.

**ARTICLE 15 :**

Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, les sous-préfets, les maires, le directeur départemental de la protection des populations, la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Pays de la Loire, le directeur départemental des polices urbaines de Loire-Atlantique, le général, le commandant du groupement de gendarmerie de Loire-Atlantique et tous les agents assermentés de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Loire Atlantique.

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la citoyenneté et de la légalité,

  
Guillaume FROUIN